

## Compte Rendu – Grand Débat National à Pietrosella Thématique : Transition écologique Jeudi 21 février 2019

### CONTRIBUTIONS SUR LE THEME : TRAITEMENT DES DECHETS

#### Déchets ménagers

- Citoyen : la Corse se dirige vers 60% de traitement des déchets, ce qui est supérieur à la moyenne nationale. D'ici là qu'est-ce qu'on fait et que fait-on des 40% restants ? Deux techniques s'imposent à nous : l'enfouissement et l'incinération. Quand on lit les dernières informations, pour des raisons que je ne connais pas on serait contre l'incinération, reste l'enfouissement. Si l'enfouissement : bonjour les dégâts pour les nappes phréatiques etc. On tourne en rond et ça fait plus de 15ans qu'on tourne en rond. Alors que faire ?
- Laetitia (LaRem) : on s'est penchés avec quelques personnes sur le problème des déchets. C'est quelque chose de très complexe, on a élaboré un questionnaire citoyen pour demander l'avis à la population, on est en cours d'analyse de cette étude actuellement. Il y a deux alternatives chez nous, soit l'incinération (40% des avis des personnes interrogés, sur un panel de 110 personnes), soit enfouir soit exporter, puisqu'on n'a pas la capacité d'enfouir tous nos déchets, notamment l'été lorsque la population est multipliée par dix...
- Michel (LaRem) : Concernant la Corse et le traitement des déchets il faudrait connaître le coût écologique, l'impact de pollution pour la solution de l'enfouissement, celle de l'envoi des déchets (pollution aérienne) et l'incinérateur. Lequel est le plus dangereux ? Et d'un autre côté lequel serait le plus efficace dans la balance coût/recette ?
- Nathalie (citoyenne) : lors d'un précédent débat l'idée a été lancée d'exporter les déchets corses vers un incinérateur en Sardaigne, il paraît que la population de la Sardaigne est dix fois plus importante que celle de la Corse donc ils ont un incinérateur beaucoup plus gros, c'est donc moins dangereux qu'un petit incinérateur qui dégage forcément des particules toxiques, un gros incinérateur en dégage moins.
- Citoyen (syndiqué et ex agent Edf) : aujourd'hui en Corse aucune décision n'est prise sur les déchets. C'est à nous de pousser !

*Proposition : Pourquoi ne pas faire un référendum sur une unité d'incinération nouvelle, moderne ? Monaco a son propre incinérateur en ville, ils proposent aujourd'hui de faire un incinérateur aux abords de Nice parce qu'effectivement on a aujourd'hui des réponses techniques sur la façon de filtrer les particules qui font qu'on peut installer des incinérateurs aux abords des villes. Pour qu'une unité fonctionne elle doit fonctionner 24h/24, en Corse on doit envisager cela avec une moyenne de population entre l'été et l'hiver qui varie beaucoup. La solution pour 300 000 habitants de deux petites unités, une proche d'Ajaccio et une proche de Bastia est tout à fait faisable. Les petites unités si elles sont bien gérées peuvent tout à fait fonctionner.*

- Mme la Députée : il y a une possibilité de faire un référendum effectivement, après ce n'est pas toujours écouté, on l'a vu avec Notre-Dame-des-Landes, Maastricht. Si on en vient à développer les référendums d'initiative locale

cela pourrait être une solution, du moment que les politiques locaux en place acceptent d'en tenir compte. C'est un sujet de politique purement local.

- Citoyen : J'ai eu l'occasion de participer à la mise en œuvre et à la mise en service d'une unité d'incinération de déchets ménagers, des usines qui n'étaient pas très importantes puisqu'elles collectaient des déchets de 200 à 300 000 habitants. En définitive je préférerais habiter à côté d'une usine d'incinération nouvelle configuration, et pas celle d'il y a vingt ans parce que là il y avait beaucoup de choses à dire. Après un recul de dix à vingt ans on se rend compte qu'il y a eu des dégâts et notamment des émissions de dioxine. Les usines d'incinération actuelles ont un niveau de pollution très très faible et sont contrôlées de très près. Pour vous dire on va jusqu'à tester le lait des vaches élevées en périphérie des unités. Donc avoir une position aussi tranchée en Corse, un refus aussi catégorique sur l'incinération qu'on dit toxique alors qu'on accepte les déchets verts, c'est aberrant.

### Déchets verts

- Jacques (élu) : le brûlage des déchets verts est interdit, et pourtant du mois de mai au mois d'octobre on navigue sous les fumées. Il y a une loi, puis un arrêté préfectoral qui autorise les feux, pour permettre la mise en place de pare-feu pour éviter les feux l'été. On en arrive à permettre des feux de broussaille, de chantier partout qui importent la vie d'un certain nombre de gens. Il y a des gens qui déclarent des bronchites asthmatiforme... Il y a des textes qui existent, pourquoi ne les applique-t-on pas ?
- Bernard (citoyen) : j'ai fait quelques feux moi-même en pensant que c'était assez naturel. Ces dérogations permettent d'éviter des incendies, est ce que ce n'est pas mieux que l'inverse ? Mon voisin, il y a 15 ou 20 ans était missionné pour organiser la fin des écobuages en Corse et depuis on n'a pas beaucoup avancé.

*Proposition : qu'au niveau communal soit organisé une collecte des déchets verts. Soit les gens les ramènent, tout est composté et la population peut profiter du compost. Soit les services municipaux viennent les chercher, moyennant un tarif, soit pourquoi pas une centrale électrique alimentée par ces déchets. Pour continuer à lutter contre les incendies intelligemment.*

- Citoyen : Je voudrais citer l'exemple de la commune où j'habite en Seine-et-Marne où l'écobuage n'existe plus, il n'y a plus aucun feu sur cette commune. Depuis 2001 nous avons le tri sélectif, depuis une dizaine d'années, une fois par semaine les déchets végétaux sont ramassés par la commune. La commune nous distribue des sacs en papier qu'on va chercher, on a le droit à 25 sacs par mois ce qui est beaucoup, on utilise rarement le tout, on dépose nos sacs à côté des poubelles le jour du ramassage des déchets verts et il n'y a plus un seul feu sur cette commune. Et s'il y a un feu je vous assure que les gendarmes se déplacent.
- Citoyen : concernant les déchets, personnellement j'en brûle à peu près une dizaine de tonnes par an. Je n'ai pas d'attache pour transporter une remorque et donc je suis amené à faire de l'écobuage. Je prends l'exemple sur l'île de La Réunion qui pratique beaucoup ce ramassage de déchets verts, dans chaque coin de lotissement ou chacun apporte soit les dégâts du cyclone, soit leur déchetterie personnelle. N'est-il pas envisageable plus tard d'avoir ce genre d'approche ?
- Mme la Députée : l'écobuage c'est une double pollution, atmosphérique et visuelle. Il faut trouver un moyen de faire autrement mon avis personnel : totalement l'interdire et mettre des moyens à disposition pour que cela se fasse autrement. Soit on paye quelque chose pour l'intercommunalité vienne chercher les déchets et les amène à la déchetterie.

## CONTRIBUTIONS SUR LE THEME : RESPONSABILISATION

- Inès (citoyenne) : il y aura toujours des déchets sauvages. Je le constate tous les jours dans notre allée il y a des personnes qui font des travaux et qui nous laissent des déchets, des toilettes, des batteries. Il y a des gens qui font des efforts, moi j'en fais, mais il y en a qui jettent dans la nature, chez le voisin... Il faut que les citoyens soient responsables.
- Marie (LaRem) : il faut que chacun apporte sa petite pierre à l'édifice et par exemple pour les déchets en Corse on nous dit « ce n'est pas nous, si on trie qui allons changer les choses ». Mais si, parce qu'au moins si nous trions ce sont des déchets qui ne seront pas enfouis sous notre sol. On change un petit peu les choses, pas au niveau mondial c'est sûr, mais on change les choses à notre niveau et si chacun pensait ça et se disait « moi à mon niveau je peux faire quelque chose en triant, en faisant du co-voiturage » ... Si chacun faisait des petits gestes je pense que cela avancerait.
- Thierry (domaine sportif) : je pense qu'on doit tous faire notre part même si pour l'instant c'est une goutte d'eau dans les besoins qu'on aurait en gestion de la transition écologique.

## CONTRIBUTIONS SUR LE THEME : FISCALITE ECOLOGIQUE

- Jean-Louis (acteur associatif) : dès qu'on parle de transition écologique on parle obligatoirement de fiscalité. Moi je préférerais qu'on parle d'actions incitatives. C'est-à-dire que les gens qui contribuent à l'écologie récupèrent quelque chose. Au lieu de ça on crée des impôts, des taxes, des services qui gèrent ces impôts et finalement ce qui arrive à l'écologie c'est environ 10% de ce qu'on a récupéré. C'est déplaisant de dire aux gens, faites des économies d'impôts, mais par contre vous allez gagner de l'argent avec la transition écologique. Quelqu'un qui met un cumulus Thermo dynamique chez lui et qui le paye il ne gagne pas d'argent, il paye. Quelqu'un qui met du double vitrage il paye...

*Proposition: Est-ce que ce ne serait pas plus rationnel, plutôt que de calculer des aides de subventions ou les dossiers sont très complexes et très difficiles à monter pour beaucoup de gens, d'avoir un système avec un guichet unique. D'ouvrir ce système à tout le monde et ceux qui ne bénéficient pas d'aide pourraient les dégrèver de leurs revenus. Cela me semble plus cohérent que de créer des impôts, des taxes, de la TVA et du reste.*

- Citoyen : On aborde le thème de la transition écologique, qui est un sujet très important et la question qui se pose c'est qui doit payer ? Je ne vois pas autrement que le citoyen pour la financer. Dans la transition écologique il y a plusieurs sujets : le sujet à caractère général qui est l'augmentation de la température, qui aura un impact très important sur la montée des eaux. Il y a déjà des îles qui vont disparaître. Mais ce problème-là est un problème mondial, actuellement nous essayons d'aborder le sujet en France mais il doit être abordé au niveau mondial. On parle de l'Accord de Paris qui a été signé mais le problème c'est que tout le monde ne le respecte pas, il y a même des états qui sont revenus en arrière. En France on veut toujours être le bon élève, faire mieux que les autres mais on doit payer en plus alors que les autres se retranchent vers des raisons qui sont autre et en particulier économiques. Est-ce qu'on peut apporter une solution à ce sujet-là ? Alors le bon élève en France je veux bien mais à quel prix ? Est-on prêt à payer ?
- Marie (LaRem) : concernant le coût de la transition écologique, en effet cela à un coût mais il faut faire preuve de pédagogie. Pour moi le gouvernement a manqué de pédagogie, il fallait mieux expliquer, mieux faire comprendre aux gens. Il fallait le faire en accord avec eux plus que de leur imposer et en fait ce qu'il faut faire comprendre

c'est qu'en effet il y a des états qui ne respectent pas. Une taxe mieux comprise est mieux acceptée par la population.

- Margaux (citoyenne) : pour financer la transition écologique cela doit passer forcément par le citoyen, je ne suis pas forcément d'accord avec ça parce que le citoyen pollue oui, mais qu'est ce qui pollue le plus ? Ce sont les entreprises, il y a une dizaine d'entreprises dans le monde qui (j'exagère) produisent 80% de la pollution mondiale. Donc je pense que ces entreprises-là doivent financer la transition écologique. Nous aussi mais à hauteur de la pollution qu'on génère.

*Proposition* : taxer les entreprises qui polluent et surtout celles qui ne font aucun effort pour que leur pollution diminue. Un peu comme à la manière de la taxe sur le sucre dit la taxe « Coca » qui a fait ses preuves.

- En réponse (citoyen) : vous mettez en cause les industries, il est certain que dans les années 60 les industriels ont fait n'importe quoi mais je peux vous dire, en connaissance de cause, qu'un très grand progrès a été fait dans l'industrie française qui a permis de réduire notablement l'impact et les effets sur l'environnement. Aujourd'hui les chiffres le disent, les principales pollutions proviennent des transports et des ménages avec le chauffage en particulier. L'industrie doit toujours progresser mais de gros efforts ont déjà été faits.

- Laetitia (LaRem) :

*Proposition* : J'ai travaillé dans une banque pendant 14ans, je me suis dit c'est étonnant que l'état ne pense pas à une idée, elle est peut-être mauvaise tout simplement mais je me suis dit pourquoi est-ce qu'ils n'auraient pas recours à un emprunt d'état ? Pour essayer d'avoir l'adhésion des personnes qui vont financer la transition écologique ? C'est un placement, vous placez votre argent pendant 6 à 12 ans et en contrepartie vous avez un pourcentage de rémunération. Et les fonds collectés vont directement à ce que vous souhaitez, ici pour la transition écologique.

- Secrétaire général CGT Energie-Corse : La transition écologique, les usagers ils la payent déjà à travers une taxe qui s'appelle « la contribution au service public de l'énergie (CSPE\*) » que vous avez sur votre facture et qui représente à peu près 20% de celle-ci. Qui a été faite pour financer l'installation de parcs photovoltaïques et éoliens, qu'Edf est contraint d'acheter en quantité où ils la produisent et au moment où ils la produisent. A un tarif très élevé qui est de 250€ le mégawatt alors que nous vendons (Edf) le mégawatt 65€ ; donc cette taxe a été créée pour compenser et rééquilibrer les comptes d'Edf sur des contraintes d'achat d'énergie dite renouvelable. Donc je pense que les citoyens à travers cette taxe là ils payent déjà très cher la transition écologique.
- Michel (LaRem) : Il serait bien qu'un jour nous ayons une idée globale du coût de la transition écologique mais aussi de ce que cela peut rapporter au niveau de l'éolien, du photovoltaïque etc et des nouveaux métiers que cela va engendrer. Les français ont du mal à avoir une idée de ce que constitue cette transition écologique.
- Mme la Députée : Qui doit payer la transition écologique ? Je considère que tout le monde doit payer et que tout le monde la paye déjà. Je pense aussi que tout le monde doit apporter sa pierre à l'édifice. Avez-vous entendu parler du Pacte Finance Climat ? En 2014 on a su trouver 800 milliards pour sauver les banques l'objectif est de se dire que les milliards qu'on a trouvé pour les banques devraient plutôt aller à la transition écologique. Il y a des économistes, des personnes qui font partie de l'environnement et autre qui ont proposé des solutions, concrètes. Comment redistribuer cet argent pour qu'il serve la transition écologique. La

moitié des députés ont signé pour que le gouvernement et tous les gouvernements européens aillent dans ce sens, tous les partis politiques confondus étaient présents à Paris. Vu les sommes qu'il va falloir sortir, on parle de mille milliards donc il faut que cela soit soutenu à l'échelle européenne à minima si ce n'est mondiale.

- Secrétaire général CGT Energie-Corse : Le mécontentement vient du fait qu'on paye trop de taxes. La France est le pays européen où on paye le plus de taxes (celui où on a le plus de services publics aussi, cf Mme la Députée). Un usager de l'électricité en France, paye 50% de sa facture sous forme de taxes, à un moment donné la TVA et la fameuse CSPE\* dont je parlais, les gens en ont marre de payer des taxes, en premier lieu parce qu'ils n'en n'ont plus les moyens. Aujourd'hui se chauffer, avoir de la lumière est un bien utile, plus personne ne peut se passer d'énergie. Que ce soit au niveau social comme au niveau économique. Il n'y a qu'à voir dès qu'il y a une coupure d'électricité, la montée au créneau d'une population qui veut récupérer le courant. Et c'est bien parce qu'on (Edf) est une entreprise publique fondée sur l'impôt que ce service est assuré et rapidement. C'est important que tout le monde sache que l'impôt, la taxe est nécessaire pour qu'il y ait du service public mais raisonnablement.
- Citoyen : sur la taxation du kérosène, c'est la même histoire vous vous retranchez derrière l'Europe. En ce moment il y a des centaines d'avions qui passent au-dessus de nos têtes et qui polluent mais là ce ne dérange personne puisque l'Europe en a décidé ainsi. On nous culpabilise nous, citoyens mais c'est vous qu'il faut culpabiliser (le pouvoir public). C'est au pouvoir public de prendre les décisions qui s'imposent et non au citoyen de faire des propositions. On parle de l'écobuage, mais les ferrys dans les ports, les avions au-dessus de nos têtes, les usines à côté de chez nous et c'est nous qu'on vient culpabiliser.

*Proposition : taxer le kérosène, les avions.*

- Michel (LaRem) : le kérosène n'est pas taxé puisque c'est mondial. Le jour où la France met des taxes sur le kérosène, ses compagnies s'écroulent. Les compagnies qui n'auront pas le kérosène taxé seront avantagées.

## CONTRIBUTIONS SUR LE THEME : PRODUCTION D'ENERGIE

- Secrétaire général CGT Energie-Corse : on oublie la base de ces débats c'est parce qu'il y a un mécontentement latent de la population sur une sur-taxation, une cherté de la vie et une baisse du pouvoir d'achat, notamment dans notre île. La Corse est la région la plus pauvre de France et il y règne un taux de chômage deux à trois fois supérieur que sur le continent.

A ce titre nous sommes en avance par rapport au continent sur les moyens de production dits écologiques donc sur les ENR, l'hydro-électrique, photovoltaïque et l'éolien. Et malgré ça nous utilisons des énergies fossiles pour produire de l'électricité, à partir de deux centrales thermiques et y compris nous alimentons en gaz à pétrole liquéfié les villes d'Ajaccio et de Bastia. Aujourd'hui nous avons demandé audience auprès du ministre de l'écologie pour avoir des réponses sur plusieurs questions notamment l'effacement du GPL concernant Ajaccio et Bastia qui représenterait une perte de production de 70 Mégawatt en face des quels on serait obligé de mettre des moyens de production électrique supplémentaires. Qui engendrerait aussi dans les ménages, souvent alimentés en gaz GPL notamment les logements sociaux, un changement de tout gaz en tout élec ce qui représenterait 15 000€ de dépenses par foyers multiplié par 28000 foyers... Qui paye ?

Une situation où on recule aussi sur l'alimentation en gaz naturel des deux centrales de Lucciana et la mise en œuvre du cycle combiné-gaz sur Ajaccio qui est un moyen de production en partie écologique.

On vit dans un monde où il y a énormément de solutions et où le réchauffement climatique est présent, on est l'île de la méditerranée la plus arrosée, c'est-à-dire là où l'eau de pluie s'évacue le plus possible en grande

quantité en mer, parce que les choix politiques ne sont pas pris aujourd'hui de construire d'autres ouvrages qui étaient prévus pourtant, par le protocole de 1987 qui prévoyait le barrage de l'Olivese. Soixante millions de Km<sup>3</sup> de retenue d'eau. Dans quelques années les choix ne seront plus à dire « on produit avec quels moyens l'électricité » mais « où est-ce qu'on stock de l'eau et comment on la retient ? Pour pouvoir la boire et irriguer nos zones agricoles ? ».

- Jean-Louis (acteur associatif) : il me semble qu'il y aurait quelque chose à faire qui serait plus efficace que de fiscaliser les gens.

*Proposition 1 : est-ce que vous seriez d'accord pour devenir actionnaire d'un centre de traitement de compostage et de méthanisation qui serait géré par Edf, qui permettrait en même temps de défiscaliser la somme investie à hauteur de 20 ou 25%, et en même temps cela permettrait aux gens d'être actionnaires de leur propre commune ? Ce qui leur permettrait d'avoir un coût de revient de l'électricité qui serait moins important et en même temps de créer des emplois sur place.*

*Proposition 2 : en ce qui concerne l'eau, il y a quelque chose qui me choque. On crée des centrales d'épuration et toute l'eau, plutôt que de la retenir pour l'arrosage elle est rejetée à la mer directement. Est-ce que ce ne serait pas plus rationnel de récupérer cette eau, de s'en servir pour, l'arrosage quitte à la facturer moins cher ? Il y a beaucoup de gaspillage de l'eau.*

Soyons pragmatiques, de la pollution il y en a et ça ne va pas aller en s'arrangeant. La population s'accroît d'années en années, en 1950 2 milliards et demi d'individus sur terre, 2019 7 milliards, horizon 2050 10 milliards... A un moment de la pollution, de la consommation et du manque il va y en avoir. Et on peut le rationaliser comme on veut. Au risque d'être choquant la dernière solution c'est une rationalisation des naissances.

## CONTRIBUTIONS SUR LE THEME : PRIVATISATION

- Jean (citoyen) : en Corse, nous utilisons près de 40% d'énergie renouvelable, pour l'essentiel produite par les barrages, qui permettent aussi de distribuer de l'eau agricole et de l'eau qui deviendra de l'eau potable. Ces barrages ont été financés par nos impôts, par nous les citoyens de cette île et du continent. J'ai une inquiétude que je voudrais présenter à Mme la Députée, peut être infondée mais j'ai lu des informations qui m'inquiètent, il semblerait qu'il y ait un projet de privatisation des barrages. Avez-vous des informations là-dessus ? Y'a-t-il un risque que ce bien commun passe aux mains du privé ?
- Mme la Députée : Effectivement la privatisation des barrages fait partie des discussions, c'est une nécessité européenne, comme pour la SNCF il s'agit d'une mise en concurrence. Je ne peux pas vous dire si cela sera fait demain mais on en parle, pour se mettre en conformité avec l'Europe.  
L'ouverture à la concurrence c'est quelque chose qui est censé être positif lorsque c'est fait justement mais je me pose la question sur notre souveraineté énergétique, c'est ça qu'il ne faut pas perdre.
- Secrétaire général CGT Energie-Corse : vous vous retranchez souvent derrière les directives européennes, la gestion des barrages hydro-électriques on l'a depuis 70ans, cette mise en concurrence ne se fait pas de manière loyale, à partir du moment où Edf, opérateur historique, à construit ces barrages. Aujourd'hui la mise en concurrence des concessions d'exploitation de ces ouvrages est faite non pas sur le prix total de l'aménagement mais sur le prix de la turbine qui représente 5% du prix total de l'aménagement. On décourage Edf de se

positionner sur ces appels d'offre, je considère que c'est une honte, c'est une spoliation d'un bien d'état que les Français ont payé depuis des années.

- Citoyen (ancien agent Edf): l'ouverture aux marchés sur l'énergie électrique et gazière c'est 75% d'augmentation de nos factures depuis, en dix ans. Ce n'est pas le cas pour les autres produits, on ne peut pas considérer l'électricité et le gaz comme une marchandise comme une autre. Ça devient aujourd'hui une marchandise vitale et continuer à mettre en concurrence parce que l'Europe le décide je crois qu'on a un véritable débat à avoir et je vous rejoins sur la souveraineté nationale sur l'énergie mais la mise en concurrence qui est aujourd'hui programmée pour les barrages, c'est permettre aux allemands d'acheter nos barrages, parce qu'ils n'ont pas assez d'énergie. Les Italiens, les Espagnols, pareil. Si la France n'avait pas son parc nucléaire tel qu'il est constitué aujourd'hui avec ses énergies renouvelables derrière ce serait un black-out européen qui aurait eu lieu il y a quinze jours, c'est la France qui a fourni de l'électricité à tout le monde pour éviter un black-out européen. On a une entreprise qui est reconnue mondialement et ce que veut l'Europe c'est la détruire, je pense que le gouvernement ne peut pas continuer dans cette démarche.

*Proposition: le gaz naturel liquéfié est une solution pour la Corse, en terme écologique, développer cette solution c'est donner de l'énergie pour les bus, pour les camions, qui sont les véhicules qui polluent le plus.*

#### CONTRIBUTIONS SUR LE THEME : TRANSPORTS

- Thierry (domaine sportif) : je pense qu'on doit tous faire notre part même si pour l'instant c'est une goutte d'eau dans les besoins qu'on aurait en gestion de la transition écologique.  
Concernant les transports : moi je rêve d'une piste cyclable qui passerait en bord de mer sur la rive Sud d'Ajaccio. Cela fait quatre ans que je travaille sur ce dossier j'ai exulté des dossiers qui dataient d'il y a 50 ans et rien n'a avancé depuis. Il y a eu une très bonne évolution notamment avec les vélos électriques et je pense que ce type de solutions représentent des avancées considérables sur les déplacements.
- Christian (médecin) : le gros de la pollution est produit par les transports, les ferrys dans les ports, les embouteillages, les transports, les bus. Le gros de la pollution est une pollution industrielle. La plus agressive pour la santé c'est celle-ci.
- Citoyen (syndiqué et ex agent Edf) : Aujourd'hui le maire d'Ajaccio nous dit être pour la gratuité des bus sur toute la CAPA, toutes les communes de la Rive-Sud jusqu'à Ajaccio profitent de cette installation des transports gratuits sur Ajaccio.
- Mme la Députée : Le bus gratuit, je suis d'accord mais ce qui est gratuit est forcément payé par quelqu'un à un moment donné. Il faut payer les chauffeurs, la matériel, l'essence...

#### CONTRIBUTIONS SUR LE THEME : AGRICULTURE

- Jacques (élu) : l'agriculture française est en difficulté, les agriculteurs (une grande partie des gilets jaunes) sont en difficulté parce qu'ils n'ont pas un revenu qui correspond au travail qu'ils fournissent dans leurs exploitations. On les oblige à respecter un certain nombre de de normes (pas d'engrais, pas de pesticides...) moyennant quoi on augmente leur coût de production, du coup ils ne travaillent pour rien.
- Laetitia (LaRem) : on sait aujourd'hui que faire de l'agriculture biologique rapporte beaucoup plus aux agriculteurs que de ne pas en faire.

**Proposition :** En Corse, étant donné que nous avons un territoire qui s'y prête, comme beaucoup de territoires en France, pourquoi on ne prendrait pas notre territoire comme territoire test pour développer l'agriculture biologique et pourquoi l'état ne ferait pas en sorte d'aider ces agriculteurs dans leur transition écologique ? C'est une demande qui est récurrente sur notre territoire. Je travaille aux finances publiques et je pense qu'on a assez de moyens pour y travailler et d'argent à aller chercher.

- Jean-Louis (acteur associatif) : Le financement participatif existe déjà, des domaines viticoles l'ont testé dans le Gard. Ils proposent à des particuliers d'acheter des pieds de vignes, ces particuliers ont le droit de regard et cela leur donne droit à une bouteille de vin environ par an. C'est un très bon système, il y a d'autres agriculteurs qui l'ont fait aussi pour faire du bio et eux ont le droit à un panier de légumes etc. Je ne vois pas l'intérêt de mettre des taxes quand on peut le remplacer par des actionnariats privés. Il y a beaucoup de choses à faire au niveau individuel et au niveau représentatif, en se groupant on pourrait peut-être donner un coup de main à la transition écologique sans être fiscalisés plus que ça.
- Michel (LaRem) : l'agriculture est une des activités les plus polluantes. L'autre souci est le quantitatif, par l'agriculture bio on ne nourrira pas la population, l'agriculture bio c'est mieux mais c'est aussi plus cher. On est obligé d'avoir une production agricole plus massive qui implique des techniques polluantes. Quand on a à nourrir des populations et qu'on veut que le prix de l'alimentation de base ne soit pas trop cher on a besoin de la grande agriculture. Nationalement il faut trouver un équilibre entre l'agriculture bio et celle à grande échelle. Autre problème : la distribution. Le vrai souci c'est le rapprochement du producteur au consommateur, la question des circuits courts. Cela réduit les intermédiaires donc les coûts, les transports donc la pollution. Il faut aller sur les circuits les plus courts, aller sur une déconcentration économique des pouvoirs. On ne peut pas prendre les mêmes décisions en Corse qu'en Bretagne ou en Ile-de-France. La proximité permettra de résoudre un certain nombre de problèmes. On touche à quelque chose d'essentiel.

## CONCLUSION ET ENSEIGNEMENTS

### Traitement des déchets

- Déchets ménagers : envisager la solution de l'incinérateur (en Corse)  
**Proposition :** Pourquoi ne pas faire un référendum sur une unité d'incinération nouvelle, moderne
- Déchets verts : proposer des alternatives au brulage (collecte, broyeur à disposition)  
**Proposition :** qu'au niveau communal soit organisé une collecte des déchets verts.

### Responsabilisation

- Chaque citoyen doit agir à son niveau pour créer un effet de masse

### Fiscalité

- Une fiscalité plus juste, plus équitable
- Aider les foyers qui transforment leur habitat avec des aides simplifiées  
**Proposition :** Est-ce que ce ne serait pas plus rationnel, plutôt que de calculer des aides de subventions ou les dossiers sont très complexes et très difficiles à monter pour beaucoup de gens, d'avoir un système avec un guichet unique. D'ouvrir ce système à tout le monde et ceux qui ne bénéficient pas d'aide pourraient les dégrèver de leurs revenus. Cela me semble plus cohérent que de créer des impôts, des taxes, de la TVA et du reste.
- Une fiscalité qui touche plus durement les gros pollueurs (transports et industries)  
**Proposition :** taxer les entreprises qui polluent et surtout celles qui ne font aucun effort pour que leur pollution diminue. Un peu comme à la manière de la taxe sur le sucre dit la taxe « Coca » qui a fait ses preuves.

- Trouver d'autres moyens que la fiscalité pour soutenir la transition écologique, notamment par l'actionariat privé.

***Proposition :** pourquoi est-ce qu'ils n'auraient pas recours à un emprunt d'état ? Pour essayer d'avoir l'adhésion des personnes qui vont financer la transition écologique ?*

#### Production d'énergie

- Mieux gérer les ressources, notamment l'eau

***Proposition :** est-ce que vous seriez d'accord pour devenir actionnaire d'un centre de traitement de compostage et de méthanisation qui serait géré par Edf, qui permettrait en même temps de défiscaliser la somme investie à hauteur de 20 ou 25%, et en même temps cela permettrait aux gens d'être actionnaires de leur propre commune ? Ce qui leur permettrait d'avoir un coût de revient de l'électricité qui serait moins important et en même temps de créer des emplois sur place.*

***Proposition :** On crée des centrales d'épuration et toute l'eau, plutôt que de la retenir pour l'arrosage elle est rejetée à la mer directement. Est-ce que ce ne serait pas plus rationnel de récupérer cette eau, de s'en servir pour, l'arrosage quitte à la facturer moins cher ? Il y a beaucoup de gaspillage de l'eau.*

***Proposition :** le gaz naturel liquéfié est une solution pour la Corse, en terme écologique, développer cette solution c'est donner de l'énergie pour les bus, pour les camions, qui sont les véhicules qui polluent le plus.*

#### Privatisation

- Majoritairement contre la privatisation des fournisseurs d'énergie. Pour assurer un service et conserver notre souveraineté énergétique.

#### Transports

- Développer les transports en commun et les pistes cyclables pour créer des alternatives à la voiture individuelle

#### Agriculture

- Soutenir les agriculteurs dans leur transition écologique

***Proposition :** En Corse, étant donné que nous avons un territoire qui s'y prête, comme beaucoup de territoires en France, pourquoi on ne prendrait pas notre territoire comme territoire test pour développer l'agriculture biologique et pourquoi l'état ne ferait pas en sorte d'aider ces agriculteurs dans leur transition écologique ? C'est une demande qui est récurrente sur notre territoire. Je travaille aux finances publiques et je pense qu'on a assez de moyens pour y travailler et d'argent à aller chercher.*